

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 44, du 29 octobre au 4 novembre 2018

- Régional : Rapport *Doing Business* 2019: légère amélioration dans la facilité globale à conduire des affaires en Afrique de l'Ouest anglophone ; rapport Ibrahim *Index of African Governance* 2018 (IIAG) : faible amélioration ou stagnation dans les pays de la région ;

- Nigéria : Entrepouse DBN et Shoreline Group scellent leur accord ; la *Bank of Agriculture* (BOA) va être recapitalisée à hauteur de 250 Mds NGN (607 MEUR) ; l'Etat va investir 500 Mds NGN (1,21 Md EUR) sur 5 ans pour la construction de logements ; l'entreprise MTN sera entendue le 4 décembre devant la Haute Cour fédérale du Nigeria ;

- Ghana : Progression de 54% du nombre de projets d'IDE accueillis au Ghana en 2017 ;

- Libéria : 37,2 MEUR de financements accordés par l'Union européenne (UE) à l'Etat pour un projet de réhabilitation routière ; le gouvernement approuve une hausse des prix des produits pétroliers.

Régional

Rapport Doing Business 2019: légère amélioration dans la facilité globale à conduire des affaires en Afrique de l'Ouest anglophone.

Pays	Score 2019 (0 à 100) (Rang/190 pays)	Rang ASS (48 pays)	Score 2018 (Rang)
Nigéria	52.89 (146 ^e)	22 ^e	51.52 (145 ^e)
Ghana	59.22 (114 ^e)	11 ^e	57.16 (120 ^e)
Libéria	43.51 (174 ^e)	39 ^e	43.55 (172 ^e)
Sierra Leone	48.74 (163 ^e)	32 ^e	48.59 (160 ^e)

Le [rapport](#) présente des indicateurs quantitatifs sur les réglementations des affaires et la protection des droits de propriété dans 190 économies. En 2018, le score moyen en Afrique sub-saharienne (ASS) est de 61.61 avec un maximum de 79.58 atteint par Maurice, et un minimum de 20.04 pour la Somalie. Le Nigéria, le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone obtiennent un score supérieur à 80 pour la facilité à créer une entreprise, mais les bons scores globaux font osciller les positions relatives entre 55^e (Sierra Leone) et 120^e (Nigéria). Tout comme pour le Ghana, la facilité à obtenir un crédit est le point fort du Nigéria. La difficulté à enregistrer une propriété et le commerce inter-frontalier sont cependant ses principaux points faibles. De son côté, le Ghana pêche dans sa gestion des faillites. L'atout de l'environnement des affaires du Libéria tient à la fiscalité, et plus précisément à la facilité de payer ses impôts. Au contraire, la protection des investisseurs minoritaires et la gestion des permis de construire sont les principaux points faibles du pays. Enfin, la gestion des permis de construire est également le point faible de la Sierra Leone, associée à la difficulté d'obtenir un crédit, alors que la facilité à ouvrir une entreprise constitue son principal point fort.

Rapport Ibrahim Index of African Governance 2018 (IIAG) : faible amélioration ou stagnation dans les pays de la région.

Pays	Score 2017 (Rang / 54 pays)	Score 2016 (Rang)	Evolution 2008-17	Evolution 2013-17
Nigéria	47.9 (33 ^e)	47.9 (35 ^e)	+2.8	+2.6
Ghana	68.1 (6 ^e)	66.4 (8 ^e)	+0.9	+1.4
Libéria	51.6 (23 ^e)	51.2 (28 ^e)	+4.8	+2.4
Sierra Leone	50.9 (26 ^e)	50.9 (26 ^e)	+0.5	-1.6
Afrique	49.9	49.7	+1	+0.4

[L'IIAG](#) s'est imposé depuis son lancement en 2008 comme un indicateur clé dans l'étude de la gouvernance en Afrique. Quatre piliers principaux sont pris en compte dans sa construction : (1) sécurité et Etat de droit ; (2) ouverture politique et droits de l'Homme ; (3) opportunités pour une économie soutenable ; (4) développement humain. Les positions des pays d'Afrique de l'Ouest anglophone sont hétérogènes, aussi bien en matière de score que de classement (cf. tableau). Le **Nigéria** connaît ses plus grandes avancées en matière de participation politique, d'infrastructures et de santé, mais régresse pour ce qui est de la sécurité intérieure, la gestion publique et l'Etat de droit. Concernant le **Ghana**, le pays progresse dans les domaines des infrastructures, de l'éducation et de la santé, mais perd du terrain pour ce qui est de la sécurité intérieure, de l'environnement des affaires et des droits politiques. Les plus gros progrès réalisés par le **Libéria** se trouvent dans les domaines de l'Etat de droit, du secteur rural et de la santé, au contraire des domaines de l'éducation et de la sécurité des personnes. Enfin, la **Sierra Leone** a connu des progrès importants en matière d'Etat de droit, de santé et d'égalité des genres, mais a vu sa position se dégrader pour ce qui est des infrastructures, de l'environnement des affaires et du bien-être.

Nigéria

Entrepose DBN et Shoreline Group scellent leur accord.

Afin d'accélérer le développement de sa filiale nigériane, Entrepose DBN (groupe Vinci Construction), spécialisée dans la conception, construction et exploitation d'infrastructures de production, de transport et de stockage dans l'industrie du pétrole et du gaz, [un partenariat stratégique avec Shoreline Group \(groupe nigérian\) à travers l'ouverture de 51% de son capital](#). Les deux entreprises comptent par ce partenariat élargir leurs champs d'activités dans le secteur pétrolier et gazier en particulier. Pour rappel, Entrepose DBN et Shoreline Group avaient célébré leur accord par un MoU à l'occasion de la cérémonie de signature présidée par la Secrétaire d'Etat auprès du ministre français de l'Economie et des finances, et en présence de l'Emir de Kano, pendant la visite du Président de la République Emmanuel Macron au Nigéria en juillet dernier.

L'Etat va investir 500 Mds NGN (1,21 Md EUR) sur 5 ans pour la construction de logements.

[L'Etat fédéral va injecter 100 Mds NGN \(242 MEUR\) par an, à travers le Family Homes Fund \(FHF\)](#), afin de combler le déficit de logements dans le pays. L'effet de levier attendu par cet investissement devrait permettre un financement privé total de 1 000 Mds NGN (2,4 Mds EUR). [La construction de logements au Nigéria est actuellement d'environ 100 000 unités par an, alors qu'au moins 1 million seraient nécessaires](#) pour répondre aux besoins liés à la croissance démographique. Le think tank *Centre for Affordable Housing Finance in Africa*, évalue ainsi le déficit en nombre de logements entre 17 et 20 millions d'ici 2033.

La Bank of Agriculture (BOA) va être recapitalisée à hauteur de 250 Mds NGN (600 MEUR).

Le Directeur général du *Bureau of Public Enterprises* (BPE), Alex Okoh, a annoncé que [la Banque centrale du Nigéria \(CBN\) et le ministère des Finances devraient injecter 40% des nouveaux capitaux, le secteur privé 20% et les agriculteurs 40%](#). De plus, cette recapitalisation devrait s'accompagner de la création d'une banque de microfinance dédiée aux petits exploitants agricoles. En parallèle, [le Directeur général aurait admis que le BPE ne pourrait pas, avant la fin de l'année, honorer sa contribution de 300 Mds NGN \(725,6 MEUR\) au budget national 2018](#), montant représentant 4,5% des revenus planifiés pour l'année fiscale. Cela s'expliquerait par les retards pris dans la vente de certains actifs publics (dont plusieurs centrales électriques).

L'entreprise MTN sera entendue le 4 décembre devant la Haute Cour fédérale du Nigeria.

Suite à la demande de la Banque centrale du Nigeria de rapatrier 8,1 Mds USD qui auraient été sortis illégalement du pays sous forme de dividendes et se voyant également réclamer 2 Mds USD de taxes impayées par le Procureur général de la fédération, MTN Nigeria (filiale nigériane de l'entreprise sud-africaine de téléphonie) a décidé de porter l'affaire en justice. [La Haute Cour fédérale a ainsi fixé au 8 novembre l'audience concernant la réclamation du Procureur général et au 4 décembre celle impliquant la Banque centrale.](#)

Ghana

Progression de 54% du nombre de projets d'IDE accueillis au Ghana en 2017.

Selon le dernier rapport d'Ernst & Young sur l'attractivité des économies africaines, [le Ghana aurait accueilli près de 43 projets d'Investissement direct à l'étranger \(IDE\) en 2017 \(d'une valeur totale de 3,2 Mds USD selon l'ONU\), en particulier dans l'énergie, l'immobilier et la distribution](#). Ce chiffre est en augmentation de 54% par rapport à 2016. Le pays aurait ainsi été le 7^{ème} plus grand bénéficiaire d'IDE du continent en nombre, derrière l'Egypte (56 projets) et devant la Tanzanie (35 projets). Concernant l'environnement macroéconomique, le rapport dresse des perspectives de

long-terme positives en matière de croissance, négatives en matière de gouvernance et stables pour l'évolution de l'inflation, du taux de change et des comptes extérieurs. A court terme, le contexte d'endettement public élevé et de dépréciation de la monnaie nationale est jugé toujours préoccupant.

Libéria

37,2 MEUR de financements accordés par l'Union européenne (UE) à l'Etat pour un projet de réhabilitation routière.

Différents accords ont été signés afin de financer la réhabilitation d'environ 47 kilomètres de voies routières. Le chef de la délégation de l'UE au Liberia a indiqué que [20,2 MEUR sont alloués sous forme de dons \(financement initial de 6 MEUR, puis 14,2 MEUR de l'enveloppe régionale pour l'Afrique de l'Ouest\). Les 17 MEUR restant seront apportés par la Banque européenne d'investissement \(BEI\)](#). Cette route reliera le Libéria à la Côte d'Ivoire, afin de faciliter les échanges transfrontaliers. Le projet prévoit également la construction d'un poste frontière à guichet unique pour permettre aux autorités de contrôler les importations et les exportations. Pour rappel, le Libéria dispose d'environ 500 km de routes bitumées, dont la plupart ont été récemment modernisées grâce à un cofinancement de l'UE.

Le gouvernement approuve une hausse des prix des produits pétroliers.

Le ministère du Commerce, de l'industrie et de la direction de la *Liberia Petroleum Refining Company* (LPRC) a annoncé avec effet immédiat, une augmentation des prix de l'essence et du gazole. Selon un communiqué du gouvernement, [le prix de détail à la pompe d'un gallon d'essence est ainsi passé de 3,55 USD \(540 LRD\) à 3,70 USD \(580 LRD\) et celui du diesel de 3,70 USD \(580 LRD\) à 3,95 USD \(615 LRD\)](#). Le communiqué explique que cette décision résulte d'un changement dans les paramètres utilisés pour déterminer les prix de ces produits. Le gouvernement a par ailleurs chargé le ministère de surveiller le respect des prix plafonds afin d'éviter les hausses non approuvées des prix à la pompe.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
